

PLUS AUCUN ENSEIGNANT MIS À LA DISPOSITION DES GROUPES DE PRESSION

Paris, le 14 novembre 2007.

Cher ami,

Plus de 30 000 enseignants ne font aucun cours.

Parmi eux, des milliers sont payés toute l'année pour faire de l'agitation dans les écoles.

Ils font du syndicalisme, organisent des manifestations, militent dans des associations et des partis, et, bien entendu, ils ne voient jamais aucun élève.

Pour des raisons budgétaires, le président de la République Nicolas Sarkozy, le Premier ministre François Fillon et le ministre de l'Éducation Xavier Darcos, ont décidé de supprimer cette année 11 200 postes à l'Éducation nationale.

Plutôt que de supprimer des professeurs, des directeurs ou des surveillants, nous devons exiger d'eux qu'ils donnent un coup de balai dans les effectifs qui ne sont pas devant les élèves.

Des milliers d'enseignants sont payés pour militer :

--> non seulement dans des dizaines de fédérations, associations et mutuelles engagées aux côtés des syndicats ;

--> mais pire encore à l'ADOSÉN, Action et Documentation Santé pour l'Éducation Nationale, qui diffuse dans les écoles des dossiers « Sexualité et contraception », qui expliquent que « les attentes des hommes vis-à-vis des femmes » sont de pouvoir lire « des magazines érotiques sans être

culpabilisés » et de pratiquer des « caresses bucco-génitales »;

--> et au CRAP, le Cercle de Recherches et d'Action Pédagogique, au CEMEA, le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active, et au GFEN, le Groupement Français d'Éducation Nouvelle, qui propagent dans nos écoles les méthodes pédagogiques les plus désastreuses.

Tout ce petit monde vit de l'argent prélevé, directement ou indirectement, dans les caisses des écoles, dont on nous dit tout le temps qu'elles sont vides.

C'est pourquoi je vous demande de signer d'urgence les pétitions ci-jointes adressées à Nicolas Sarkozy, François Fillon et Xavier Darcos.

Ils ont été élus pour remettre de l'ordre, ils ont tous les pouvoirs : ils doivent faire le grand ménage dans les effectifs d'enseignants qui ne font aucun cours.

Pour les patrons des syndicats, ce personnel représente une véritable armée gratuite, prête à descendre dans la rue sur un claquement de doigts.

Infiltrés partout, ils exercent une pression pernicieuse :

--> par leur noyautage méthodique de la haute administration de l'Éducation nationale ;

--> par leur influence sur le choix des méthodes et sur les programmes scolaires ;

--> par leur propagande politique incessante dans les écoles ;

--> par leur pouvoir sur les enseignants, dont ils contrôlent les promotions et mutations, provoquant injustices, frustrations et découragements chez de nombreux professeurs méritants.

Et je ne parle pas du gâchis des 800 000 heures de cours perdues chaque année à cause des grèves, dont ils sont largement responsables.

Prenons le cas des grands syndicats d'enseignants : à eux seuls, ils ont déjà 7 800 professeurs qui travaillent gratuitement pour eux à la place de leurs heures de cours.

[Page suivante, S.V.P.]

Selon Jacques Marseille, auteur d'une enquête sur le financement des syndicats, 80 % des ressources de certains d'entre-eux proviennent de fonds publics et parapublics.

À l'Éducation nationale, une complète opacité règne sur leurs comptes, aucun chiffre n'est jamais publié.

Mais c'est une raison de plus pour que le ministre de l'Éducation cesse de leur fournir du personnel et de remplir leurs coffres avec l'argent destiné à l'éducation de nos enfants.

C'est pourquoi je compte sur vous pour demander la réduction du nombre d'enseignants affectés à d'autres tâches qu'enseigner, et en particulier de ceux qui sont payés pour militer dans les syndicats.

Sous leur pression, le coût de l'Éducation en France a explosé les compteurs : 118 milliards d'euros en 2006, soit deux fois et demi plus par élève qu'en 1975, en euros constants.

Mais les résultats de nos enfants ne cessent de reculer :

--> 40 % des élèves sortent du CM2 en « grande difficulté scolaire », selon le rapport du Haut Conseil de l'Éducation de septembre 2007 ;

--> 15 % sont complètement illettrés ;

--> le « collège unique » et le « bac pour tous » ont conduit à un affaissement catastrophique de notre enseignement secondaire ;

--> nos universités sont en ruine, la meilleure université française se situant au 39^e rang mondial (classement 2007).

Nous sommes dans l'urgence absolue. Notre système scolaire doit être refondé sur des bases entièrement nouvelles, en revenant au bon sens, aux méthodes traditionnelles, à la discipline et à la rigueur.

Mais les syndicats et leurs associations satellites s'opposent radicalement à toute amélioration dans ce sens.

C'est pourquoi nous devons exiger de Nicolas Sarkozy, François Fillon et Xavier Darcos qu'ils arrêtent de leur fournir gratuitement du personnel.

[Tournez la page, S.V.P.]

C'est le seul moyen de libérer la voie pour une réforme réelle de nos écoles.

Je compte vraiment sur vous pour m'envoyer vos pétitions signées. Il faut que vous agissiez très vite.

Nicolas Sarkozy, François Fillon et Xavier Darcos n'agiront que s'ils sentent derrière eux un puissant soutien populaire. Ce soutien, vous, et les membres de SOS Éducation, pouvez le leur apporter.

Alors s'il vous plaît, ne perdez pas de temps pour signer vos pétitions et renvoyez-les moi au plus vite.

Et merci de joindre votre participation financière la plus généreuse possible de 15 €, 20 €, 30 € ou plus, pour que je puisse diffuser ces pétitions auprès de dizaines de milliers d'autres personnes.

Ne laissons pas passer l'occasion d'avoir enfin un président, un gouvernement, une Assemblée nationale et un Sénat qui ont tous été clairement mandatés par le peuple pour remettre de l'ordre dans notre pays.

C'est le moment où jamais de leur demander de s'attaquer à la principale source de nos problèmes.

J'attends votre réponse avec impatience.

Merci d'avance.

Sincèrement,

Isabelle Hannart.

Isabelle Hannart
Secrétaire générale